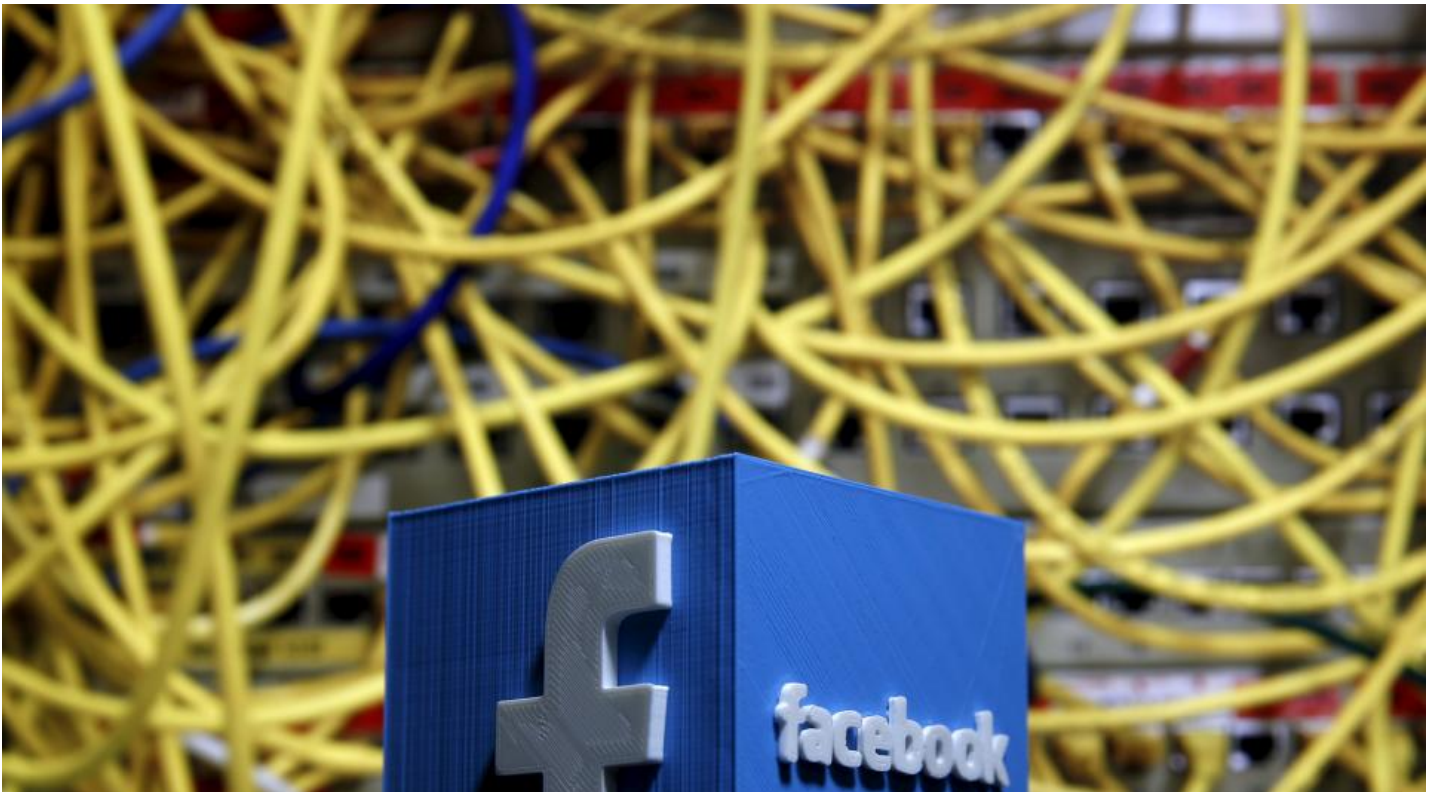


## Facebook ou le colonialisme 2.0



Le refus de l'Inde d'adhérer au principe du Free Basics - une plateforme Internet consommant peu de données et accessible par les plus pauvres - a créé une vive polémique pour le groupe Facebook. Parmi les critiques à son encontre, le parallèle entre le désir d'expansion mondiale de Facebook et le colonialisme.

Avec Gilles

Dounès

Avec H16

**Atlantico : Le gouvernement indien vient tout juste d'interdire à Apple l'autorisation de commercialiser sur son territoire des iPhones de seconde main. Voici quelques semaines, c'est Facebook qui s'était vu refuser par l'autorité de régulation indienne la possibilité de déployer son système "Free Basics", en partenariat avec les opérateurs indiens de téléphonie mobile. On imagine bien ce que peut-être un iPhone d'occasion, mais en quoi peut-on rapprocher les deux décisions ?**

**Gilles Dounès :** Ce sont deux événements différents, mais qui ont en commun une même problématique de volonté d'indépendance industrielle dans la nouvelle économie numérique. Ceci dans un contexte de crispation sur fond de crise économique plus ou moins aiguë chez les pays émergeant, avec pour corollaire une cristallisation des rancœurs sur les multinationales en général, et sur les GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) en particulier. On va prendre les choses dans l'ordre : Facebook a lancé à la mi 2013, en compagnie d'un certain nombre de sociétés technologiques internationales, un projet humanitaire destiné à favoriser l'accès à l'Internet mobile aux habitants des pays émergents, voire les moins avancés, sachant que l'accès au téléphone mobile était en passe de supplanter largement celui par poste fixe. D'où le choix de passer par le GSM pour favoriser l'accès à Internet, pour contourner les difficultés liées au développement des infrastructures sur de vastes zones souvent peu peuplées. Mais, baptisé Internet.org, le projet a immédiatement suscité la méfiance autour des intentions réelles de Facebook, suspecté de vouloir créer un Internet bis plus ou moins fermé et uniquement dévolu à son écosystème. Il faut avouer que le nom du projet était soit un aveu en ce sens, soit particulièrement mal choisi.

Le projet a donc été rebaptisé "Free Basics" en septembre dernier. L'idée du projet est de s'appuyer sur les opérateurs locaux pour proposer un accès Internet de base sur mobile, à la base des populations de ces pays dont le pouvoir d'achat est très faible et dont la priorité va à la satisfaction de ses besoins fondamentaux. L'accès se fait via une application dédiée, laquelle donne accès gratuitement à un nombre limité de sites en fonction des pays, le point commun est l'accès à Facebook, sans que les données qui transitent par l'application au cours de la consultation des échanges éventuels ne soient facturées à l'utilisateur. On le voit : il y a au départ à un projet d'apparence tout à fait louable, un peu sur le modèle de l'OLPC (One Laptop Per Child) lancé par le MIT à la décennie

---

précédente. A ceci près que, l'enfer étend pavé de bonnes intentions, au lieu de proposer un service "neutre", dans ce cas précis c'est Facebook et son écosystème tentaculaire qui se retrouvait au centre du dispositif, en créant de fait un "Internet pour les pauvres" peu ou prou limité à Facebook, et plus généralement mettant à mal le principe de neutralité du net. C'est d'ailleurs sur ce principe que s'est fondée l'autorité de régulation des télécoms Indienne pour interdire le projet, dans une démocratie de tradition anglo-saxonne particulièrement respectueuse des formes du droit. Les différents recours ne sont d'ailleurs vraisemblablement pas épuisés.

Mais, et notamment en ce qui concerne Apple et ses iPhones d'occasion, il y a vraisemblablement aussi des arrière-pensées d'ordre plus nationaliste, ou du moins d'affirmation de soi, de la part de la nation la plus peuplée du monde, ou qui le sera bientôt, et qui doit faire face à deux voisins régionaux particulièrement inquiétants avec la Chine et le Pakistan (tous deux disposent de l'arme atomique). L'Inde a longtemps toléré être la poubelle et le centre de recyclage du monde développé, notamment en matière de déchets électroniques, en dépit de l'interdiction de l'exportation de ce type de déchets, et elle entend faire savoir qu'elle a désormais elle aussi accès au développement, au même titre que l'ensemble des BRICS. Apple avait déjà d'une certaine manière été prise à parti au moment de la vogue de l'iPod sur le thème des déchets électroniques (eWaste), par Greenpeace et d'autres organisations environnementalistes : cette fois-ci c'est le gouvernement lui-même – ou plutôt ses élites – qui signifie en quelque sorte que le pays n'est pas une poubelle... ce qui ne résout rien le problème de l'accès de la plus grande partie de sa population à l'Internet mobile, d'ailleurs quand le marché des Smartphones reconditionnés ou d'occasion sans même parler de l'iPhone est florissant dans les pays occidentaux. Et les industriels locaux du secteur, ainsi que les concurrents internationaux d'Apple, entendent bien s'appuyer sur le gouvernement indien pour promouvoir le "fabriqué en Inde".

**H16** : Free Basics, c'est un projet initialement lancé sous le nom d'Internet.org par Mark Zuckerberg, le dirigeant philanthrope de Facebook, et qui vise à offrir un accès internet aux populations des pays en voie de développement qui n'y ont pas accès. Il permet d'accéder via une application mobile à tout un éventail de services gratuits couvrant les domaines de la santé, de l'emploi, ou des informations locales. Ciblant en particulier l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie, Free Basics est disponible dans 37 pays, via des partenariats avec des opérateurs télécoms locaux.

### **L'Inde a interdit l'implantation du système "Free Basics" sur son territoire. À prix réduit. Pourquoi ce système développé par Facebook est-il sujet à des critiques aussi virulentes dans les pays où Internet est moins accessible (impartialité, colonialisme, paternalisme, etc.) ?**

**Gilles Douès** : Tout d'abord, le gouvernement indien actuel a une forte coloration nationaliste, avec à ses frontières immédiates un autre géant démographique qui vient d'accéder au rang de première puissance économique mondiale, tout en ne cessant de vouloir s'affirmer en tant que puissance régionale dominante... quitte à écraser les pieds de ses voisins. Durant les 15 ou 20 dernières années, elle rend plus acquis un savoir-faire technologique et industriel grâce au transfert de savoir-faire via Taiwan, puis les pays occidentaux, chose que l'Inde aimerait bien également pouvoir acquérir comme on a pu le constater avec les différents rebondissements des négociations pour la vente des Rafales. À l'ouest, l'Inde est en rivalité également avec son frère ennemi du Pakistan.

À l'opposé, l'Afrique du Sud qui compte également parmi les BRICS et qui elle aussi fait figure de puissance régionale principale, sur le continent africain cette fois, a elle aussi accepté de faire partie du programme "Free Basics". À ceci près qu'elle n'a pas de rivale, ni de grands voisins à challenger : elle a même renoncé à se doter de l'arme atomique. On est donc dans une logique d'affirmation de soi et d'indépendance nationale, et d'accession au statut de grande puissance industrielle et économique, capable de s'occuper elle-même de ses pauvres sans avoir à faire appel à la charité internationale. Il faut noter qu'une grande partie de la contestation émane également d'organisation et d'association occidentales, au nom de l'universalité et de la neutralité du net sachant que ce type d'accroc aux principes fondateurs d'Internet, sous couvert de caritatifs et de bonnes intentions, aurait tôt fait d'être élargi pour détricoter le fonctionnement actuel au profit des "Telcos" et des géants du Net. Il ne s'agit pas de fantasmes : c'est bien ainsi que l'Internet grand public a commencé son décollage avec l'américain AOL, de manière légèrement différente le français Infonie, en s'efforçant de maintenir leurs abonnés au sein de leur univers Internet propre.

Et forcément limité, même s'il s'agissait à l'époque de services pensés au contraire comme "Premium". Outre la suspicion d'arrière-pensées hégémoniques vis-à-vis de Facebook, c'est avant ce caractère limitatif, "de base", des services proposés qui posent problème, alors que la dimension à la fois universelle, globale et sans cesse en expansion de l'Internet qui en est la caractéristique.

**H16** : En substance, Free Basics, bien que gratuit, ne respecterait pas la fameuse neutralité du net, c'est-à-dire l'égal accès à tous les services accessibles sur internet. En Inde par exemple, Facebook décide des services gratuits et ceux payants, et favorise bien évidemment ceux de son choix : version allégée de Facebook, recherche par Bing, mais Google Search et Youtube payants. Autrement dit, le service, bien que gratuit, serait honteusement biaisé et donc pas assez bon pour justifier une autorisation de commercialisation, tant l'État indien sait en effet mieux que ses citoyens ce qui est bon pour eux. En conséquence, les autorités ont rapidement agi pour éviter que, de fil en aiguille, leurs citoyens s'habituent à d'aussi honteuses facilités.

### **Ces critiques à l'encontre du système "Free Basics" développé par Facebook - pourtant conçu comme une action humanitaire - et sa comparaison avec une forme de colonialisme 2.0 sont-elles justifiées selon vous ?**

**Gilles Douès** : La logique est la même, économique, et elle est tout naturellement d'autant plus mal vécue par ceux qui ne sont pas du bon côté du manche, ou par les élites qui entendent les représenter, qu'ils ont déjà été une première fois les dindons d'une farce qui a duré au total plusieurs centaines d'années si l'on remonte jusqu'au Comptoirs ! Il s'agit d'une lutte pour le sommet de la pyramide, plus ou moins feutrée, de la part des multinationales et de leur pays d'origine qui les pousse en coulisses, pour récupérer

---

l'essentiel de la valeur ajoutée. Les pays perdants et leurs salariés seront forcément déclassés, et à ce je là ce sont les Américains qui sont les mieux placés car ce sont eux qui maîtrisent soit les systèmes d'exploitation, soit les kits de développement logiciel des écosystèmes numériques.

Il faut bien avoir à l'esprit que nous sommes en train de vivre une nouvelle révolution industrielle. Mais à la différence de celle du Moyen Âge ou de celle du XIXe siècle, celle-ci ne se fait pas en s'appuyant sur la découverte d'une nouvelle source d'énergie – la mécanique, le collier d'épaule pour les animaux de trait et l'énergie hydraulique ou éolienne, puis la vapeur, le pétrole et l'électricité.

Tout au contraire, nous sommes dans un contexte de raréfaction des sources d'énergie traditionnelles, pour des raisons à la fois d'épuisement de la ressource et de réchauffement climatique. Les leviers principaux sur lesquels nous pouvons jouer c'est cette fois-ci "en négatif", avec les économies d'énergie et l'exploitation des déchets, au sein duquel figurent ce qu'on appelle "le Big data" et qui sont générés par l'économie numérique. Et de la même manière que la mondialisation de l'économie qui s'est faite au moment de la Révolution Industrielle du XIXe siècle avait pour enjeu d'une part la recherche de débouchés pour les multinationales européennes de l'époque dans les pays colonisés, et d'autre part la recherche de matières premières, voire de main-d'œuvre, dans les territoires colonisés, celle-ci n'échappe pas à la même logique. Ce sont ces datas, sous forme de données personnelles, dont Facebook n'a de cesse de se nourrir auprès de ses milliards d'utilisateurs, et que la firme de Mark Zuckerberg va chercher dans les pays émergents, comme jadis les diverses Compagnies des Indes Orientales et Occidentales allaient chercher le thé, le coton, le sucre où le cacao.

En l'occurrence, il s'agit de collecter des données personnelles pour mieux vendre de la publicité qualifiée à des centaines de millions de consommateurs potentiels, certes avec un pouvoir d'achat limité, en attendant que celui-ci grandisse. Le contexte idéologique est différent mais les ressorts sont les mêmes : vendre des biens des services dans un contexte de mondialisation à des populations au pouvoir d'achat très divers, sur fond de tentation monopolistique évidente. Les nouvelles puissances, émergentes ou à émerger, qui ont d'ailleurs commencé à racheter les géants industriels en déshérence des anciennes puissances coloniales sont de plus en plus chatouilleuses. Et dans ce cas précis de Free Basics en Inde, loin de faire profil bas, Marc Andreessen l'un des membres du conseil d'administration les plus en vue de Facebook puisqu'il est également le créateur de Mosaïc, s'est fait remarquer avec ce tweet particulièrement inspiré sur la décision indienne : "l'anticolonialisme a été pendant des décennies une catastrophe économique pour le peuple indien : pourquoi s'arrêter maintenant ?".

Immédiatement désavouée de façon cinglante par Mark Zuckerberg et rapidement effacée de Twitter, sa sortie n'en a pas moins provoqué une levée de boucliers immédiate dans une très large frange de la société indienne, et au-delà. Interrogée pour the Atlantic, Deepika Bahri, une professeur anglais spécialiste du post-colonialisme à l'université américaine de Emory University en Géorgie a même dressé une liste de points communs entre cet épisode et le colonialisme du XIXe siècle assez édifiante : –Il débarque comme le sauveur –Il est arc-bouté sur un vocabulaire articulé autour des notions d' "égalité", "démocratie", "droits fondamentaux" –Il occulte des motivations de profit à long terme (Cf le point précédent) –Il justifie la logique de parcellisation de la distribution sur le principe du "c'est mieux que rien" –il s'appuie sur les élites et les intérêts économiques locaux –Il accuse d'ingratitude les opposants. Avant de conclure : "s'il ne s'agit pas d'un canard, ça n'a qu'à pas cancaner comme un canard"...

La sortie sans doute d'autant plus été mal perçue dans le sous-continent que le pays produit chaque année des ingénieurs informatique par bataillons entiers, dont un certain nombre de milliers ont d'ailleurs été appelés à la rescousse par Microsoft pour réparer l'accident industriel qu'a pu représenter Windows XP sur le plan de la sécurité en produisant en urgence le pack SP2, et dont la société ne s'est jamais tout à fait remise depuis... c'est d'ailleurs Satya Nadella, un de ses brillants vice-présidents d'origine Indienne qui a repris les rênes de la société à partir de février 2014, et entrepris de remodeler le modèle économique de celle-ci autour du cloud et des services aux entreprises. Pour autant, les différents mouvement de refus en France et en Europe de cette "supranationalité" à l'œuvre aux dépens des représentativités et des emplois qualifiés locaux, sur fond de crainte du déclassement cette fois, ne sont pas fondamentalement différentes. A ceci près que, en France tout particulièrement, la vitalité du secteur du logiciel et des objets connectés autour de la "French Tech" donne des raisons d'être plutôt optimistes pour la suite...

**H16** : Tout d'abord, rappelons que la critique de colonialisme fait suite à une bourde de Marc Andreessen, lui-même membre du conseil d'administration de Facebook : voulant défendre l'initiative Free Basics, Andreessen avait remarqué dans un tweet (effacé depuis) que l'anti-colonialisme dont avait fait preuve l'Inde au sortir de la guerre avait été "économiquement catastrophique", et que continuer sur cette voie avec l'interdiction de Free Basics ne risquait pas d'améliorer les choses. De façon rhétorique, cela revient à expliquer que le colonialisme est une bonne chose et que Free Basics en serait. Si l'on comprend qu'Andreessen s'est ici pris les pieds dans le tapis, on ne peut pas, en toute bonne foi, conserver la critique de colonialisme qui n'a, en pratique, aucune base logique.

Du reste, l'État indien se contente de prétendre que l'application viole la neutralité du net, et qu'en conséquence, elle est interdite. En plus, si c'est gratuit, c'est donc que les utilisateurs ne sont pas des clients, mais des produits. Quel scandale ! Si c'est gratuit, c'est pour augmenter le nombre d'utilisateurs de Facebook. Quelle honte ! Et si c'est gratuit maintenant, c'est à l'évidence pour obtenir un retour sur investissement pour la société de Mark Zuckerberg. Quelle ignominie ! Bon. D'un autre côté, c'est ça ou rien. Apparemment, pour l'Inde et les détracteurs du service Free Basics, ce "rien" est préférable, puisqu'au moins, rien serait neutre. C'est évidemment faux : "rien" est la situation de base, contre laquelle chaque individu travaille et lutte, souvent chèrement.

Lorsqu'enfin un moyen apparaît pour surpasser ce problème, l'État intervient heureusement et évite ainsi que l'abondance survienne et biaise malencontreusement une situation auparavant neutre par l'aspect universel de son emmerdement. Et puis, si on comprend bien que l'utilisateur est le produit et que Facebook en tirera un bénéfice à terme, l'État indien semble oublier que pour ses citoyens, obtenir une connectivité se traduira par des retombées économiques palpables pour eux puis, par voie de conséquence, pour ceux qui vivent autour d'eux et qui commercent avec eux.

Par analogie, si Facebook était dans l'eau potable, on reprocherait ainsi à cette entreprise de distribuer gratuitement une ou deux marques d'eau de source spécifiques plutôt que toutes celles possibles sur le marché. Seulement de la Volvic et pas de la St-Yorre ?

---

Pouah, autant tout interdire et retourner à notre eau croupie !

Alors oui, bien sûr, l'initiative de Zuckerberg est lourdement teintée de marketing, d'une vision qui n'est clairement pas entièrement philanthropique, mais si l'on dépasse l'idéologie idiote, purement anticapitaliste, et qu'on en reste aux faits, on doit constater qu'en définitive, les perdants de cette interdiction, bien avant Facebook, seront les individus les plus pauvres qui seront tendrement protégés d'un accès gratuit à internet. Ah, franchement, si l'État n'était pas là, qui s'occuperait d'interdire l'internet gratuit ?

*Propos recueillis par Thomas Gorriz*